

United Nations

Nations Unies

UNRESTRICTED

SECURITY
COUNCIL

CONSEIL
DE SECURITE

S/1246
8 février 1949
FRENCH
ORIGINAL : RUSSIAN

PROJET DE RESOLUTION SOUMIS A LA QUATRE CENT-SEPTIEME SEANCE
DU CONSEIL DE SECURITE LE 8 FEVRIER 1949 PAR LE REPRESENTANT DE
L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES SUR L'INTERDICTION DE
L'ARME ATOMIQUE ET LA REDUCTION D'UN TIERS DES ARMEMENTS ET DES
FORCES ARMÉES DES MEMBRES PERMANENTS DU CONSEIL DE SECURITE

LE CONSEIL DE SECURITE,

AYANT ETE CONNAISSANCE de la Résolution de l'Assemblée générale du
19 novembre 1948 relative à l'interdiction de l'arme atomique et à la
réduction d'un tiers des armements et des forces armées des membres permanents
du Conseil de sécurité, ainsi que des débats de la troisième session de
l'Assemblée générale à ce sujet;

NOTE, en premier lieu, l'activité croissante des milieux agressifs de
certaines puissances, qui mènent une politique tendant à fomenter une
nouvelle guerre, laquelle s'accompagne d'un accroissement injustifié des
armements de toute espèce, d'un gonflement à l'extrême des budgets de guerre
et d'un accroissement continu du fardeau des impôts ainsi que d'autres charges
matérielles pour les grandes masses de la population de ces Etats;

NOTE également la propagande incessante et toujours plus intense en
faveur d'une nouvelle guerre, propagande encouragée par les milieux
dirigeants de certains pays, en dépit du fait que pareille propagande a été
à juste titre condamnée dès l'année 1947, par la Résolution de l'Assemblée
générale et qu'elle constitue une arme directe entre les mains des
bellicistes de tous genres, qui visent à provoquer la peur, l'incertitude et
l'hystérie guerrière parmi la population et dans les milieux publics
internationaux;

NOTE, en même temps, la constitution au cours de ces derniers temps de
toute une série de groupements d'Etats, ayant à leur tête les milieux
agressifs de certaines grandes puissances, lesquelles s'efforcent d'imposer
aux autres pays leur politique agressive, tout en augmentant la production
des armements et en établissant dans ce but, dans toutes les parties du globe

RECEIVED
FEB 28 1949
UNITED NATIONS

des bases militaires aériennes et navales, mesures qui ne sont en aucune manière compatibles avec les intérêts de la défense desdits pays;

CONSTATE, en second lieu, qu'à l'heure actuelle rien n'a été entrepris en vue de mettre en application la Résolution de l'Assemblée générale du 24 janvier 1946 sur la "création d'une commission chargée d'étudier les problèmes soulevés par la découverte de l'énergie atomique" et la décision du 14 décembre 1946 sur les "Principes régissant la réglementation et la réduction générales des armements", ce qui porte préjudice à l'autorité de l'Organisation des Nations Unies;

CONSTATE en même temps que ni la Commission de l'énergie atomique ni la Commission des armements de type classique ne se sont acquittées des tâches qui leur ont été assignées, ce qui s'explique principalement par le fait que les gouvernements de certaines grandes puissances ne se sont pas jusqu'ici efforcés de prendre des décisions qui soient acceptables pour toutes les Puissances pacifiques et ne portent pas atteinte à la souveraineté nationale de l'une ou de l'autre de ces Puissances;

CONSTATE, en troisième lieu, que la décision de l'Assemblée générale du 19 novembre 1948 sur "l'interdiction de l'arme atomique et la réduction d'un tiers des armements et des forces armées des membres permanents du Conseil de sécurité" contient une recommandation invitant le Conseil de sécurité à poursuivre l'étude de la réglementation et de la réduction des armements de type classique, mais qu'elle laisse de côté la décision prise par l'Assemblée générale en 1946 quant à la nécessité de l'interdiction de l'arme atomique de même qu'une autre décision prise à l'époque par l'Assemblée générale relative aux mesures propres à réaliser dans le délai le plus bref la réduction des armements et des forces armées;

CONSTATE en outre que la décision de l'Assemblée générale du 19 novembre 1948 attire l'attention sur la nécessité absolue de formuler des propositions concernant la réception, la vérification et la publication d'informations sur les effectifs des forces armées et l'importance des armements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies mais passe sous silence une question aussi importante que la communication au Conseil de sécurité de renseignements au sujet de l'arme atomique, ce qui est absolument inadmissible étant donné surtout que l'arme atomique est une arme d'agression et non une arme de défense;

CONSTATE en même temps que la continuation de l'étude de la question de la réglementation et de la réduction des armements et l'élaboration de propositions relatives au rassemblement de renseignements sur les forces armées doivent être subordonnées à la tâche qui consiste à élaborer et à mettre en oeuvre des mesures concrètes tendant à la réduction générale et à la réglementation des armements et à l'interdiction de l'arme atomique et d'autres armes fondamentales de destruction massive;

RECONNAISSANT à ce propos que, pour l'élaboration de mesures tendant à la réduction et à la réglementation des armements et des forces armées, il est absolument nécessaire de disposer de renseignements complets sur les forces armées et les armements de tout genre, y compris l'arme atomique,

LE CONSEIL DE SECURITE

AGISSANT conformément à la responsabilité qui lui incombe de maintenir la paix et la sécurité internationales et aux pouvoirs qui lui sont conférés par l'Article 26 de la Charte de l'Organisation des Nations Unies et se guidant également sur la décision prise par l'Assemblée générale le 19 novembre 1948 et sur les décisions prises par l'Assemblée générale les 24 janvier et 14 décembre 1946,

DECIDE:

1) De charger la Commission des armements du type classique d'établir, à titre de première mesure, un plan tendant à réduire d'un tiers pour le 1er mars 1950, les armements et les forces armées des cinq Etats membres permanents du Conseil de sécurité.

Le plan susmentionné devra être présenté au Conseil de sécurité au plus tard le 1er juin 1949.

2) De charger la Commission de l'énergie atomique de présenter au Conseil de sécurité, pour le 1er juin 1949, et un projet de convention tendant à interdire l'arme atomique et un projet de convention relatif au contrôle de l'énergie atomique, en partant de ce que les deux conventions devront être conclues et mises en vigueur simultanément.

Les deux conventions devront avoir pour base la nécessité de tenir compte des intérêts légitimes de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des Etats qui appuient les principes élevés de l'Organisation, et ne pas s'inspirer des intérêts d'un groupement quelconque d'Etats qui poursuit ses intérêts étroits.

3) Que la Commission des armements du type classique et la Commission de l'énergie atomique devront s'inspirer dans leurs travaux de l'idée que l'interdiction de l'arme atomique et l'établissement d'un contrôle de l'énergie atomique doivent être parties intégrantes d'un plan général tendant

à réduire d'un tiers les armements des membres permanents à ce titre de première mesure importante dans ce domaine.

4) De reconnaître la nécessité absolue de créer, dans le cadre du Conseil de sécurité, un organe international de contrôle pour surveiller et contrôler l'application des mesures pour la réduction des armements et des forces armées et pour l'interdiction de l'arme atomique.

5) De reconnaître comme indispensable que les membres permanents du Conseil de sécurité présentent au plus tard le 31 mars 1949 des données complètes sur leurs forces armées et leurs armements de tous genres, y compris l'arme atomique.
